

# I'HUMANITÉ



# rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,  
UNISSEZ-VOUS !*

Adresse : L'HUMANITE ROUGE  
B.P. 365  
75064 PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE  
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME  
ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG

JEUDI 28 NOV. 1974

NUMERO  
SPECIAL

# DEHORS BREJNEV ! CHEF DE FILE DU SOCIAL-IMPÉRIALISME

## COMMUNIQUE

Les 5, 6 et 7 décembre prochains, L. Brejnev, chef de file des révisionnistes de Moscou, effectuera une visite officielle en France. Loin de s'inscrire dans le cadre d'une prétendue « détente », la rencontre de Paris entre Brejnev et Giscard d'Estaing est une occasion pour ceux qui ont repris la détroque des anciens tsars d'exercer de nouvelles pressions pour obtenir des concessions politiques, diplomatiques et militaires de la part du gouvernement français. En effet, en dépit du grand tapage fait autour de la rencontre Ford-Brejnev à Vladivostok, le fond des rapports entre les deux superpuissances, c'est la rivalité. Le prétendu accord sur la limitation des armements n'est qu'une mystification destinée à endormir les peuples du monde. En réalité, partout dans le monde, impérialistes américains et sociaux-impérialistes révisionnistes soviétiques se disputent pour posséder l'hégémonie : la guerre d'octobre au Moyen-Orient l'an dernier, comme plus récemment les événements de Chypre ont montré qu'il ne saurait être question pour les deux superpuissances d'abandonner leurs folles ambitions. Bien que l'une comme l'autre soit acculée à la faillite sur tous les plans, elles poursuivent toutes deux une politique de course aux armements qu'aucun prétendu accord n'a pu stopper car entre les puissances impérialistes, les « accords » ne sont que des chiffons de papier destinés à préparer une dispute accrue. Partout où l'une des deux superpuissances perd pied en raison de la lutte révolutionnaire des peuples, l'autre cherche à prendre pied. Partout elles exercent, l'une comme l'autre, chantage, pressions, infiltrations, subversions, à l'encontre des pays qu'elles veulent dominer.

Le cœur de leur rivalité, c'est l'Europe. Pour s'emparer de l'Europe de l'Ouest, les dirigeants révisionnistes de l'U.R.S.S. se sont servis de la « détente » comme d'une arme : tout en endormant la vigilance des pays européens, ils ont accumulé un potentiel militaire inégalé sur tous les plans. Désirant aller plus loin pour affaiblir l'Europe de l'Ouest, les révisionnistes soviétiques ont suscité une conférence sur la sécurité et la coopération en Europe ! Malheureusement pour eux, cette conférence est dans l'impasse. C'est pour la « débloquer » que les dirigeants soviétiques exercent pressions et marchandage sur les gouvernements européens : jusqu'à présent ils ont échoué, malgré l'inconséquence des gouvernements des capitalistes monopolistes. Aujourd'hui, le moment leur semble plus favorable : profitant de la crise économique et sociale, ils espèrent échanger leur coopération économique contre d'importantes concessions diplomatiques. Leur succès ne ferait qu'accroître les dangers qui pèsent sur l'indépendance nationale des peuples européens.

Pour cette raison et pour manifester le profond attachement des travailleurs de notre pays à l'U.R.S.S. de Lénine et Staline, le Parti communiste marxiste-léniniste de France appelle tous les anti-impérialistes de notre pays, tous les révolutionnaires, tous les authentiques communistes à exprimer sous diverses formes leur opposition à la politique de restauration du capitalisme et d'oppression fasciste de la classe ouvrière et des peuples d'U.R.S.S., de Tchécoslovaquie et des autres pays soumis à la botte des nouveaux tsars, à la politique de course aux armements, de préparation à la guerre et d'expansion militaire suivie par les renégats au communisme que sont les révisionnistes russes.

Dehors Brejnev !  
Vive l'indépendance nationale et la révolution prolétarienne !  
A bas le révisionnisme et le social-impérialisme !  
Vive le marxisme-léninisme !

Le 25 novembre 1974,  
Le Bureau politique du P.C.M.L.F.

## Le COMECON

## Un modèle d'exploitation

Le COMECON, « Conseil d'aide économique mutuelle », est l'organisation économique qui regroupe les pays révisionnistes de l'Europe de l'Est, l'Union soviétique comprise (plus Cuba et la Mongolie).

« Modèle de coopération » disent les révisionnistes soviétiques... Bien plutôt « modèle d'exploitation et de pillage » au profit du social-impérialisme russe comme l'indiquent les quelques chiffres ci-dessous :

### 1. Contrôle social-impérialiste

L'URSS de Brejnev assure le contrôle économique et la dépendance vis-à-vis d'elle, des pays de l'Europe orientale. Par le canal du COMECON :

- Elle leur fournit les **matières premières** et les produits énergétiques pour l'essentiel.
- Elle leur impose sa **technologie** (de 1960 à 1970, le personnel technique des pays du COMECON a fourni 1500 projets pour le compte et sous le contrôle des révisionnistes soviétiques, qui ont fait des instituts de recherche des pays du COMECON des simples annexes de leurs intuits propres.
- Elle leur fournit les **capitaux sous forme « d'aide » et de « prêts »** qui renforcent les liens de dépendance : fin 72, l'URSS avait « prêté » 10.000 millions de dollars U.S. aux pays d'Europe orientale, mettant ainsi la main sur un millier de projets de construction — (centrales électriques, aciéries, usines chimiques et mécaniques, etc...)
- C'est elle qui contrôle la **banque des investissements** du COMECON — à 40% du capital financier global !

### 2. « Spécialisation »

Ce contrôle du social-impérialisme impose aux pays du COMECON de « spécialiser » leur production au profit des intérêts sociaux-impérialistes.

Ainsi, ces pays se transforment sous la houlette de Moscou, en usines de transformation, vergers, potagers et fermes d'élevage de l'URSS...

1/2 des légumes, fruits frais  
2/3 des conserves de légumes,  
2/3 du tabac

totalité des conserves de fruits fabriqués par les pays européens du COMECON

**SONT DESTINES A L'URSS.**

Autre chiffre, qui montre la part relative des pays dans la production industrielle globale :

	1960	1970
URSS	69,5%	76 %
RDA	8,7%	3,4%
Tchécoslovaquie	7,5%	4,2%

L'écart s'aggrave en faveur du social-impérialisme...

### 3. Echange inégal

Les révisionnistes achètent à bon marché et vendent cher.

**Exemples :**

- en 1970, la RDA a payé 1200 millions de marks pour 10 M de tonnes de pétrole à l'URSS. Prix du marché mondial : 600 millions de marks !
- une machine vendue par la Tchécoslovaquie à l'URSS lui rapporte 140 tonnes de minerais de fer soviétiques — 520 tonnes, si elle était vendue à d'autres pays !

## Manifestations anti-social-impérialistes

Le Parti Communiste des Ouvriers (M.L.) de Norvège a adopté à l'unanimité lors de son Congrès, les 2 et 3 novembre, une résolution appelant à la « lutte contre le social-impérialisme ».

Le 14 novembre, un millier de personnes ont manifesté dans les rues d'Oslo, pour protester contre la « visite » de deux destroyers de la flotte (du nord) soviétique ; aux cris de « Opposition aux

superpuissances impérialistes : les Etats-Unis et l'U.R.S.S. ».

« La visite de la flotte soviétique constitue une insulte pour l'armée rouge soviétique, une moquerie pour la tradition de la révolution d'octobre », écrit un article paru dans le dernier numéro de la « lutte de classes », organe du parti communiste des ouvriers (M.L.) de Norvège.

Dimanche 8 décembre  
à 15 heures

Salle de la Mutualité

Meeting organisé par  
L'Humanité Rouge  
Contre le social-impérialisme  
soviétique, danger principal en Europe

## Les manœuvres de la bourgeoisie

Depuis les législatives partielles, la polémique au sein de l'« Union » de la « Gauche » a pris un ton plus vif. Tous les jours l'Huma blanche accuse les socialistes de vouloir casser l'union prétextant telle ou telle déclaration ou silence des dirigeants socialistes. Pourquoi la querelle s'envenime-t-elle, aujourd'hui ? Les contradictions entre le P.S. et les révisionnistes ne sont pas récentes, que ce soit sur l'Europe ou la force de frappe. Les révisionnistes, sous l'impulsion de Marchais, avaient besoin d'un parti socialiste fort pour faire passer leur ligne. Partant de zéro, s'appuyant sur des vieux réactionnaires discrédités de la IV<sup>e</sup> République comme Mitterrand, ils ont réussi, dans l'optique du Programme Commun, à faire du Parti Socialiste renaissant, un parti puissant. Aujourd'hui, le Parti socialiste est le premier parti électoral de France. Toutes les dernières élections le confirment. De plus, et depuis longtemps déjà, les socialistes ont enterré le Programme Commun. Leurs rangs se sont renforcés, et ils exercent un certain attrait, des gaullistes jusqu'au P.S.U. Le rapport de forces n'est plus en faveur des révisionnistes et les « menaces » de collaboration au gouvernement des socialistes les inquiètent. Ainsi au Comité central du 14 novembre, Marchais déclare : « Depuis notre Congrès, plusieurs dirigeants du P.S. ont fait des déclarations ou publié des écrits où nous relevons à chaque fois dans ces déclarations ou écrits, d'une part, l'idée que la crise actuelle devrait conduire la gauche à modérer ses objectifs de transformations sociales et économiques, et à inviter les travailleurs à l'effort et aux sacrifices, d'autre part, l'idée qu'un gouvernement de gauche pourrait être mis en place avec le président de la République et la majorité parlementaire actuelle ».

La ligne révisionniste suivie jusqu'à présent est donc en difficulté. Les socialistes refusent de se laisser intimider, les déclarations d'Estier dans « l'Unité » ou de Mitterrand sont très sèches. Le XXI<sup>e</sup> Congrès et les changements survenus depuis lors à la direction du P. C. F., montrent que les révisionnistes tirent les leçons des lignes tactiques qu'ils avaient suivies jusqu'à présent.

D'une part, le « coup » de Ponia

est tombé à point pour les révisionnistes, en ce qui concerne la situation intérieure. Cela permettait de resserrer les rangs et d'en appeler à l'Union de la « Gauche » en expliquant que c'était elle qui était visée. De ce point de vue, l'opération Ponia servait objectivement les révisionnistes. Seulement la réaction des socialistes fut longue : L'attaque de Ponia fut faite le 22 octobre, et la première réaction officielle des socialistes aura lieu le 12 novembre, date du débat à l'Assemblée. Entre temps, Andrieu, dans l'« Huma blanche » du 7 novembre avait protesté : « On regrettera aussi que F. Mitterrand soit resté muet devant les basses attaques que M. Ponia-towski a lancées contre notre parti en les assortissant de flagorneries non moins grossières à l'intention du P.S. N'eût-il pas été mieux inspiré de dénoncer une manœuvre qui, à travers notre Parti — son allié — visait à l'évidence l'ensemble de la Gauche ?... D'un autre côté, nous n'autorisons aucun droit à Ponia-towski à insulter la mémoire des communistes tombés sous les balles nazis. Le P. C. F. n'a plus aucun rapport avec le parti des fusillés. Et si le P. C. F. est fascisant, ce n'est pas comme le dit Ponia parce qu'il est communiste, mais parce qu'il est social-fasciste, agent du social-impérialisme ».

C'est pourquoi, d'autre part, ce débat eut une répercussion internationale. Lorsque Jung, député U.D.R., demanda : « M. Duclos, prenez-vous l'engagement d'agir autrement, le cas échéant (souligné par nous) que le P.C. tchécoslovaque ? », c'est le P. C. F., agent du social-impérialisme russe qui est visé, c'est le social impérialisme. Voilà ce que veut dire Ponia, entre autre, lorsqu'il dit que Duclos et le P. C. F. ne sont pas libres. Et c'est bien ainsi que cela a été compris à Moscou. La « Pravda » a violemment protesté plusieurs fois, parlant de « détériorations possibles des relations France-URSS, l'hebdomadaire Temps Nouveaux, organe de propagande russe, a également pris à parti le gouvernement français, des dizaines d'articles étaient prêts à être publiés. Les sociaux-impérialistes, dénoncés publiquement, n'ont pu que se démasquer encore plus en intervenant.

## Rivalités au sein de la clique Marchais

Rien ne va plus chez les dirigeants du P. C. F. !

Il est aujourd'hui clair que certaines contradictions les opposent les uns aux autres. Ces contradictions se sont manifestées en particulier à l'occasion du XXI<sup>e</sup> congrès du P. C. F. et dernièrement par l'élimination de Fajon de la direction de L'Humanité et son remplacement par Leroy. Elles opposent deux tactiques contre-révolutionnaires qui visent l'une comme l'autre à la défense du système capitaliste. Elles opposent des ennemis de la révolution.

On assiste à la remise en cause de la ligne révisionniste de Marchais par une autre ligne révisionniste. Si la tactique de Marchais est aujourd'hui mise en question, c'est tout simplement parce qu'elle a abouti à un échec du P. C. F. au profit de la social-démocratie, du Parti socialiste.

La politique appliquée par Marchais a eu pour résultat de faire du P.S., sur le plan électoral, le premier parti de la bourgeoisie.

Lors des élections présidentielles en particulier, Marchais a fait de Mitterrand et du P.S. les chefs de file de « l'opposition ». Il a accepté délibérément que le P. C. F. joue un rôle de second plan en s'engageant par exemple à ce qu'il n'occupe pas de ministère clé. Il a accepté que, dans sa campagne électorale, Mitterrand remette en cause le Programme commun. Pour arriver au gouvernement, Marchais acceptait en fait que le P.S. ait un rôle dirigeant, qu'il existe un certain déséquilibre au profit du P.S. Cette politique s'est soldée d'abord par un développement du P.S. beaucoup plus important que prévu et ensuite par un recul électoral du P. C. F.

Or, on ne saurait oublier que de profondes contradictions existent entre le P.S. et le P. C. F. en ce qui concerne la politique internationale et la défense nationale. Le P.S. a toujours fait état de sa volonté de contribuer à la constitution de l'Europe politique ; Mitterrand est même allé jusqu'à prendre partie pour une armée européenne. De plus, le P.S. est partisan de la

conservation de l'armement nucléaire. Sur tous ces points, les positions du P.S. sont opposées à celles du P. C. F. et (par contre) ne sont pas en opposition fondamentale avec la politique de la bourgeoisie. Ces positions du P.S. ne correspondent pas aux intérêts du social-impérialisme, elles s'y opposent.

En aboutissant à un déséquilibre au profit du P.S., la politique de Marchais a mis les révisionnistes français dans l'impossibilité d'imposer dans l'immédiat des changements de politique internationale et de défense conformes aux intérêts du social-impérialisme. Mieux, elle a abouti à ce qu'aujourd'hui la bourgeoisie dispose d'une nouvelle carte politique qui peut lui permettre de se passer de la participation du P. C. F. au gouvernement. Les efforts de la bourgeoisie et ceux de Marchais se sont combinés pour aboutir à ce résultat. D'actifs préparatifs ont lieu actuellement pour mettre en place cette solution. Le Parti socialiste présente de nombreux avantages pour la bourgeoisie. D'abord, il existe maintenant des illusions chez les travailleurs à son sujet ; ensuite, sa politique n'est pas fondamentalement différente de celle du gouvernement actuel dans le domaine international.

On peut dire que la politique de Marchais a conduit à remettre en cause les possibilités du P. C. F. de jouer efficacement son rôle d'agent du social-impérialisme.

Et c'est pour cela que cette politique est remise en question.

La politique mise en avant depuis le XXI<sup>e</sup> congrès et représentée par Leroy poursuit un double objectif. D'une part s'opposer aux progrès du P.S. et d'autre part, arrêter le recul du P. C. F. et maintenir son influence.

Son objectif est de créer un nouveau rapport de forces entre le P. C. F. et le P.S. afin que la bourgeoisie ne puisse pas se passer des révisionnistes au gouvernement et que ceux-ci soient en mesure d'imposer d'importantes concessions à l'égard du social-impérialisme, pour qu'ils puissent jouer efficacement leur rôle d'agents du social-impérialisme.

## FACE A LA MONTÉE DU CHOMAGE

# LES MARXISTES-LÉNINISTES DOIVENT ÊTRE A L'OFFENSIVE!

La journée du 19, lancée à l'initiative des révisionnistes et présentée sous l'aspect syndical (contrairement au 6 décembre l'année dernière, qui était ouvertement un appui politique au « Programme Commun »), présentait plusieurs aspects.

1. Montrer, dans le cadre de leur polémique actuelle avec les sociaux, que rien ne peut se faire sans eux, qu'ils sont la force (bourgeoise) dominante dans la classe ouvrière.

2. Récupérer le réel mécontentement des travailleurs et s'en servir comme masse de manœuvre pour obtenir un « nouveau Grenelle », et par là même stopper net le mouvement en cours qui les gêne et en tirer le maximum de profit.

3. Pour enterrer le mouvement, ils ont aussitôt fait reprendre d'une part les éboueurs, pour des miettes illusoire une prime de 70 F ; d'autre part les ouvriers de Néogravure en les mystifiant avec une soi-disant « solution industrielle » (sans aucune garantie pour la suite, contrairement à Lip), et l'illusoire « garantie de l'emploi » ; les

licenciements pourront ainsi se faire en douceur, sans riposte !

4. Cette année, alors que le Programme commun est mort en enterré, les révisionnistes n'ont plus de perspectives immédiates à proposer. Le seul objectif qu'ils présentent est peu réjouissant pour les travailleurs, puisqu'il s'agit de « la négociation à tout prix ». Mot d'ordre démobilisateur par excellence, qu'ils voulaient imposer et qui n'a jamais été suivi par les postiers.

A la manif du 19, ceux qui sont les plus exploités et qui représentent la force principale et décisive (les ouvriers), étaient peu nombreux. Ils refusent de plus en plus les « Journées nationales » sans lendemain. Un exemple significatif : à Renault, forteresse ouvrière, où les révisionnistes sont pratiquement hégémoniques, l'heure de débrayage demandée par les bonzes a été un véritable fiasco. Dans d'autres secteurs, tels que Rhône-Poulenc à Vitry, les ouvriers ont carrément refusé de participer, jugeant cela inefficace !

Les masses ouvrières n'ont plus grande confiance dans les révisionnistes, elles veulent une lutte efficace.

elles veulent une lutte efficace.

Le rôle joué par les marxistes-léninistes dans la grève des postiers est important, il montre clairement que là où nos camarades sont présents et actifs la lutte entre les 2 voies et les 2 lignes prend un caractère de plus en plus affirmé. A chaque fois que ceux-ci ont rempli leur rôle de « rassembleurs » (par le Comité d'action à l'ORTF, les comités de grève aux PTT), les révisionnistes qui esuient échec sur échec, eux ont rempli leur rôle de diviseur, de saboteur de l'unité, et tout fait pour imposer leur intersyndicale réactionnaire.

Partout où les travailleurs sont menacés du chômage, impulsions la mise sur pied d'un comité d'action ou de lutte (comme à Lip et à l'ORTF) regroupant les travailleurs, syndiqués et non-syndiqués qui sont décidés à mener la lutte classe contre classe, afin d'empêcher tout licenciement quel qu'il soit.

**Non aux licenciements, non au chômage !**

Les ouvriers révolutionnaires doivent être à la tête de la lutte, mobiliser et

organiser les travailleurs sur des objectifs précis, en faisant respecter pleinement la **démocratie prolétarienne**. Lorsqu'une grève se déclenche, mettre **immédiatement** sur pied l'indispensable comité de grève s'appuyant sur les masses, et permettant de faire aboutir les revendications immédiates.

Au mot d'ordre révisionniste « nous voulons négocier » opposons le juste mot d'ordre avancé par les postiers : « nous voulons, nous aurons satisfaction ».

Démasquons sans répit la ligne de collaboration de classes des révisionnistes et ceux qui la servent (notamment les dirigeants réformistes qui sont à leur remorque).

La lutte entre les deux voies et les 2 lignes dans le mouvement ouvrier connaît une ampleur nouvelle ; en se plaçant résolument à l'offensive la ligne révolutionnaire l'emportera inévitablement car elle correspond aux besoins réels des masses.

Serge LAFORGE.

# pour l'HUMANITÉ ROUGE QUOTIDIENNE, souscrivez!